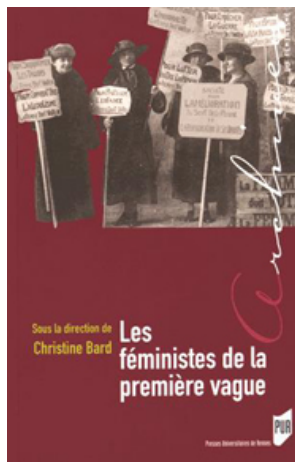


**Christine Bard (dir.), *Les féministes de la première vague*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Archives du féminisme », 2015.**

**Patrick Farges**



L'ouvrage collectif dirigé par Christine Bard est issu d'un colloque qui a eu lieu en mai 2011. Ce colloque faisait suite à celui consacré à l'histoire des féministes de la « deuxième vague », qui a également fait l'objet d'une publication dans la collection des « Archives du féminisme »<sup>1</sup>. Cette chronologie éditoriale « inversée » est tout à fait symptomatique de l'oubli relatif dans lequel est tombé le féminisme de la « première vague », ce qui pose la question de la mémoire et de la transmission intergénérationnelle des luttes féministes. On ne peut que faire le constat d'une discontinuité historique : les « néo-féministes » des années 1970 n'avaient pour la plupart pas connaissance des revendications, des combats et des discours qui avaient eu lieu avant.

Il était donc plus que temps de revenir sur l'histoire de cette « première vague » du mouvement des femmes. Il convient toutefois de s'interroger sur la classification en « vagues », qui – outre la non-coïncidence de ces « vagues » en fonction des contextes nationaux – postule une certaine homogénéité générationnelle. Or, comme le soulignent différents chapitres de l'ouvrage, la « première vague » féministe regroupe en réalité une diversité de féminismes (au pluriel) : diversité des causes, diversité des socialisations, diversité des trajectoires menant à l'action féministe, croisements nombreux avec d'autres causes, comme le réformisme social, le solidarisme, le socialisme ou le pacifisme. Ce premier féminisme, né à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, prend fin dans les années 1940 avec l'effondrement du projet d'une république démocratique et sociale qui devait mener à l'égalité. Durant ces quelques décennies, ces féministes légalistes et adeptes de la politique des petits pas ont, par leur action, posé des jalons importants : liberté pour une femme de disposer de son salaire, droit d'une femme mariée à conserver sa nationalité, congé de maternité, ouverture aux femmes de certaines professions.

La solide introduction de Christine Bard rappelle les étapes de la redécouverte du féminisme de la première vague, marquées par des historiennes comme Madeleine Rebérioux, Michelle Perrot ou Rolande Trempé qui ont soutenu les travaux en la matière. Dans les années 1970 (et parfois encore bien plus tard), il n'était pas aisé de

<sup>1</sup> Christine Bard (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, PUR, coll. « Archives du féminisme », 2012.

choisir le féminisme et les féministes comme objet d'étude historique. Issue de l'histoire des femmes, mais aussi de l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire des féminismes s'écrit aujourd'hui dans le cadre d'une histoire du genre à laquelle elle emprunte de nouvelles questions, par exemple sur l'intersectionnalité ou sur la place des hommes dans le féminisme. Christine Bard justifie également l'intérêt des études prosopographiques et de l'approche (socio)biographique pour écrire cette histoire : elles permettent d'éclairer des trajectoires militantes individuelles et de prendre en compte l'autodéfinition des actrices et acteurs de l'émancipation.

Bien évidemment, il ne saurait être question ici de rendre compte de chacun des chapitres de l'ouvrage, mais plutôt d'en éclairer certains aspects. La première partie de l'ouvrage, intitulée « La diversité culturelle », est consacrée à la variété des trajectoires militantes et des milieux sociaux dont sont issus.e.s les féministes. Édith Taïeb retrace la trajectoire d'Hubertine Auclert, qui rompt en 1878 avec ce qu'elle nomme la « vieille école » féministe, incarnée par Léon Richer et Maria Deraismes. Adeptes du droit de vote « intégral » (actif et passif) pour les femmes, elle s'attribue le titre de « féministe intégrale » et incarne un militantisme inventif, qui utilise divers canaux de communication et de diffusion. Le chapitre de Gabrielle Cadier-Rey se penche sur le rôle joué par les philanthropes protestantes que sont Sarah Monod et Julie Siegfried, et replace leur action dans le contexte plus large de l'influence des protestants dans les questions d'ordre social au début de la III<sup>e</sup> République. Catherine Pujol s'intéresse à deux philanthropes juives – Marguerite Brandon Salvador et Clarisse Eugène Simon –, montrant que, comme les milieux philanthropes protestants, les milieux philanthropes juifs ont largement contribué à la naissance d'un féminisme qui, bien qu'ancré dans un milieu bourgeois marqué par la religion, était fondamentalement laïque. Cette première partie se termine par deux chapitres originaux : Anne Epstein interroge les liens complexes qui se nouaient entre les féministes et une anti-féministe déclarée comme Anna Lampérière. L'auteure insiste sur le substrat commun qui existait entre féministes et « solidaristes » non féministes, en particulier la croyance « différentialiste » (selon une terminologie contemporaine) en une complémentarité naturelle des rôles sociaux de genre. Enfin, Jean-Pierre Bacot pose la question du rôle des hommes dans le féminisme de l'entre-deux-siècles, notamment au sein de la franc-maçonnerie, au sein des « loges d'adoption », mixtes mais liées à des loges masculines.

Ce chapitre sur les hommes féministes est complété dans la suite du volume par l'excellent article problématisé d'Alban Jacquemart sur l'itinéraire atypique (et pourtant cohérent) d'un homme militant, Georges Lhermitte, passé de l'antimilitarisme au féminisme. D'une manière générale, la place des hommes dans l'histoire du féminisme aurait mérité d'être davantage explorée dans le présent volume. Si l'on constate bien une certaine mixité du féminisme de la première vague, cela ne signifie pas pour autant que les hommes ont adhéré en masse à la cause féministe. La mixité relative s'explique aussi par le fait que des femmes féministes ont cherché le soutien de certains hommes, en particulier ceux dotés d'un capital social important, et donc susceptibles de donner un écho à leur cause (députés, sénateurs, éditeurs, universitaires). Le fait qu'au sein même des mouvements pour l'émancipation des femmes, la domination masculine ait existé, aurait certainement

mérité d'être analysé davantage<sup>2</sup>.

La seconde partie est centrée sur « la question sociale », qui est l'une des causes principales de mobilisation féministe. Colette Avrane retrace le parcours singulier de Jeanne Bouvier, figure largement oubliée ayant consacré sa vie à la défense des ouvrières à domicile (finalement garantie par la loi de juillet 1915). Au contraire de beaucoup d'autres, cette féministe n'est pas issue de la bourgeoisie : c'est une ouvrière syndicaliste. À l'autre extrémité de l'échelle sociale, la figure de Cécile Brunschvicg, venue au féminisme par le biais de la philanthropie, s'est pourtant aussi engagée dans la lutte pour la défense des travailleuses (chapitre de Cécile Formaglio, issu de sa thèse de doctorat). Les chapitres de Linda Clark, Felicia Gordon et Sandrine Roll évoquent un problème passionnant : le développement, entre les années 1880 et les années 1930, d'identités professionnelles de femmes en lien avec leur action féministe, ce qui les a conduit à mettre en place et à affiner des stratégies et des discours de présentation de soi dans un rôle public, et à identifier les compétences spécifiques qu'elles développaient par l'action militante ou par d'autres modes d'action. Cela va jusqu'à la définition d'une « expertise féministe », notion développée par Françoise Thébaud à propos du cas de Marguerite Thibert, féministe et docteure ès lettres, qui a soutenu, sous la direction de Célestin Bouglé, une thèse sur le féminisme dans le socialisme français (1830 et 1850)<sup>3</sup>.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux « enjeux internationaux » d'un féminisme de la première vague qui s'est structuré en sortant des cadres nationaux. Elle s'ouvre avec le chapitre de Karen Offen sur la dimension internationale de l'action de la féministe française Ghénia Avril de Sainte-Croix, aujourd'hui largement oubliée. Sont également évoquées les figures de Marya Chéliga, féministe, socialiste, internationaliste et pacifiste dont l'action se déploie entre la Pologne et la France (chapitre de Jean Elisabeth Pedersen), et de Germaine Malaterre-Sellier, militante pacifiste internationaliste et féministe de l'entre-deux-guerres, qui a assis sa légitimité en partie sur le fait d'avoir vécu la Grande Guerre (article d'Alison Fell). Dans cette partie, il manque sans doute une analyse des liens transnationaux qui existaient entre mouvements et organisations féministes de divers pays<sup>4</sup>.

S'il ne fait pas de doute que l'ouvrage fera date, le lecteur aurait souhaité trouver – peut-être en conclusion – une réflexion plus systématisée sur les modes et les canaux d'action dont disposaient les féministes de la première vague, ou encore sur la manière dont s'est structuré un espace public (voire médiatique) autour des questions féministes. Cette absence s'explique sans doute par le parti pris prosopographique

---

<sup>2</sup> Cette question a fait l'objet de parutions récentes : Florence Rochefort & Éliane Viennot (dir.), *L'engagement des hommes pour l'égalité des sexes (XIV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, coll. « L'école du genre », 2013 ; Alban Jacquemart, *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable*, Rennes, PUR, coll. « Archives du féminisme », 2015.

<sup>3</sup> Ces chapitres résonnent particulièrement avec les interrogations de Juliette Rennes : *Le mérite et la nature. Une controverse républicaine, l'accès des femmes aux professions de prestige 1880-1940*, Paris Fayard, 2007.

<sup>4</sup> Alors même qu'une littérature existe à ce sujet. Voir Leila J. Rupp, *Worlds of Women : The Making of an International Women's Movement*, Princeton, Princeton UP, 1997 ; Karen Offen, *Les féminismes en Europe 1700-1950*, trad. G. Knibiehler, Rennes, PUR, coll. « Archives du féminisme », 2012.

exposé dès l'introduction. Si les vies des féministes de la première vague ne sont pas réduites ici à de simples « sites d'analyse » (l'expression est employée par Karen Offen, p.182), cela se fait, parfois, au détriment d'une problématisation socio-historique transversale. Mais, avec cet ouvrage, la « deuxième vie de la première vague » (comme le formule Christine Bard, p. 19) a bel et bien commencé<sup>5</sup> !

---

<sup>5</sup> Signalons que cette « deuxième vie » concerne aussi le premier féminisme allemand, qui a fait l'objet ces dernières années de plusieurs publications en langue française : Alice Primi, *Femmes de progrès. Françaises et Allemandes engagées dans leur siècle 1848-1870*, Rennes, PUR, coll. « Archives du féminisme », 2010 ; Patrick Farges, Anne-Marie Saint-Gille (dir.), *Le premier féminisme allemand 1848-1933. Un mouvement social de dimension internationale*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Mondes germaniques », 2013 ; Marie-Claire Hock-Demarle, *Bertha von Suttner 1843-1914. Amazone de la paix*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Histoire et civilisations », 2014 ; Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle : le mouvement féministe « radical » dans l'Allemagne wilhelmienne*, Berne, Peter Lang, 2013.